

Élections législatives : déclaration du Conseil politique national du NPA au soir du 5 mai 2022

Les résultats de l'élection présidentielle donnent une responsabilité à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier et du mouvement social, à la gauche qui refuse le libéralisme et la destruction de nos droits, pour l'unité d'action dans la rue et dans les urnes. C'est dans ce



sens que le NPA a souhaité discuter avec l'Union populaire de candidatures communes aux élections législatives. En effet, face à la montée de l'extrême droite et au danger fasciste, contre le nouveau mandat de cinq ans de Macron et de ses sbires organisant les attaques antisociales et autoritaires, nous souhaitons qu'une majorité de gauche de rupture, au moins le plus d'élu.e.s possible, puisse exister à l'Assemblée. Nous pensons donc qu'une dynamique d'union serait un signal positif en direction du mouvement social et des luttes, redonnant confiance aux opprimé.e.s et aux exploité.e.s. La perspective d'organiser les résistances et d'arracher de nouveaux droits par tous les moyens, doit nous unir.

Nous avons donc rencontré l'Union populaire pour tenter d'aboutir à un accord. Sur le plan programmatique, nous avons écrit ensemble un texte qui rappelle la nécessité d'une rupture avec les politiques libérales, de revenir en particulier sur les lois de Hollande et de Macron concernant le droit du travail, la répression, d'accueillir les migrant.e.s, d'augmenter le SMIC, de mettre en place la retraite à 60 ans pour toutes et tous, d'éradiquer la pauvreté... Ces mesures sont loin de représenter l'ensemble du programme anticapitaliste du NPA, mais elles sont suffisantes pour être défendue dans le cadre d'une alliance et même pour soutenir leur mise en œuvre par un gouvernement qui serait issu d'une telle coalition si elle était majoritaire, avec Jean-Luc Mélenchon pour Premier ministre, sans renoncer à notre indépendance.

Cependant, au fur et à mesure des discussions avec les autres forces politiques, l'équilibre politique de la coalition s'est modifié progressivement, atténuant le caractère de rupture avec les politiques libérales qui faisait sa force.

Ainsi l'accord trouvé avec Europe écologie-Les Verts, très avantageux en termes de circonscriptions offertes, revient sur plusieurs points du programme partagé entre le NPA et l'UP, par exemple sur la nécessité de ruptures avec l'Union européenne. Par ailleurs, la faible place de collectifs de quartiers populaires dans l'accord unitaire comme « On s'en mêle » n'est pas le bon signal donné à celles et ceux qui subissent de plein fouet les politiques antisociales, sécuritaires, racistes et islamophobes. Malgré tout, il nous semblait toujours important de participer à cette dynamique d'union.

Cependant, l'accord noué, mercredi matin, par l'Union populaire avec le Parti socialiste, est problématique à plus d'un titre. D'abord parce qu'il revient sur plusieurs propositions essentielles, une augmentation du SMIC qui ne serait plus « immédiate », une rupture avec l'Europe libérale aux modalités devenues floues, « la retraite à 60 ans pour tous » présente dans les accords contractés avec EÉLV et le PCF devenue un « droit à la retraite à 60 ans » (dont on sait qu'il signifie l'existence d'importantes décotes)...

Dans cette logique, le PS se voit octroyer 70 circonscriptions (dont 30 gagnables), soit bien plus que la proposition initiale de l'UP d'une répartition à la proportionnelle entre les différentes forces parties prenantes.

En ajoutant à ces candidatures PS les nombreuses candidatures d'EÉLV qui ne représentent pas une rupture avec le libéralisme, la marque de cette gauche, qui a gouverné à de nombreuses reprises contre les classes populaires et dirige aujourd'hui bon nombre de villes ou de régions, devient significative.

Tout cela constitue pour nous un point de bascule : cette « Nouvelle Union populaire écologique et sociale » (NUPES) n'assume pas la continuité politique de l'Union populaire qui a conduit, dans le cadre de l'élection présidentielle, Jean-Luc

Mélenchon à représenter un espoir de transformation radicale de la situation, ou alors de façon bien ambiguë et contradictoire.

Nous savons que de nombreuses et nombreux militantEs de gauche espéraient « voir Philippe Poutou à l'assemblée », mais ils et elles doivent savoir qu'à aucun moment une circonscription n'a été proposée par l'Union populaire permettant son élection, ni même sa candidature en Gironde. Dans le cadre d'un accord avec le Parti socialiste, l'UP nous propose seulement cinq circonscriptions – bien loin de la proportionnelle entre les différentes forces – dont aucune n'est éligible, ni ne correspondant à nos implantations militantes. Ainsi, le PS s'est vu accorder trois fois plus de circonscriptions que ce qu'il a pesé dans la présidentielle, tandis que le NPA se voit proposer trois fois moins que ce qu'il a pesé. Tout un symbole !

Dans les faits, l'Union populaire aurait souhaité une participation du NPA à la NUPES, mais sans possibilité d'existence politique réelle en son sein.

Nous constatons donc avec regret que l'UP a fait le choix de trouver un accord avec les composantes gestionnaire du système au détriment d'un accord avec le NPA, qui a pourtant répondu favorablement à la proposition de l'UP dès le début, et qui a poursuivi les discussions jusqu'au bout dans l'espoir d'aboutir à un accord.

Nous aurions pu nous mettre d'accord avec l'Union populaire, le PCF, et même EÉLV, mais nous ne pouvons pas valider un tel accord incluant le Parti socialiste et sur la base des propositions qui nous ont été faites. Le NPA ne signera donc pas l'accord de la NUPES.

Le NPA organisera sa participation aux élections législatives lors d'un Conseil politique national qui se tiendra le 14 mai. En tout état de cause, nous appellerons à voter et soutiendrons, y compris de façon militante, les candidatEs de gauche de rupture de la NUPES, face auxquels nous ne présenterons pas de candidatEs. Dans d'autres circonscriptions, là où les conditions sont réunies, le NPA cherchera, face à des candidats labellisés NUPES incarnant une continuité avec le social-libéralisme, à faire entendre une alternative, avec des candidatures unitaires, issues du monde du travail et des quartiers populaires, représentant une gauche de combat, indépendante des institutions et du social-libéralisme.

Le NPA65, Tarbes, le 6 mai 2022 ;

